



LA RÉSISTIBLE ASCENSION DE L'ILLETTRISME

SUISSE • En fin de scolarité obligatoire, près d'un élève sur cinq est incapable de lire et de donner du sens à un texte. A qui la faute? Si les facteurs sociaux, répond Marco Polli, pèsent lourd dans l'acquisition des compétences, l'école – du moins ses décideurs – n'est pas innocente.

MARCO POLLI*

«La part des jeunes dont les compétences en lecture sont médiocres est particulièrement élevée en Suisse [...] Les disparités entre élèves en fonction de leur origine y sont manifestes où le statut professionnel des parents influence le plus les compétences en lecture des enfants». Le commentaire du 4 décembre 2001 de l'Office fédéral de la statistique (OFS) est brutal, à la mesure du constat de l'enquête PISA 2000: 16% à 20% des jeunes arrivés en fin de scolarité (15 ans) ne parviennent pas à lire un texte plus ou moins complexe et à le mettre en relation avec la réalité. En d'autres termes, un élève suisse sur cinq ou six est illettré. Le landernau des prescripteurs pédagogiques s'inquiète. Mais le président de la Conférence des directeurs d'instruction publique (CDIP) d'alors, le radical St-Gallois Ulrich Stoecklin, met rapidement le holà au doute pédagogique, et circonscrit le danger: c'est la faute des élèves étrangers. A sa gauche, on incrimine l'enquête, subodore un complot capitaliste de l'OCDE (Organisation de coopération et développement économiques) pour rentabiliser l'école. Circulez, y a rien à voir!

Un constat décoiffant

PISA 2000 est la première enquête de très grande envergure sur les aptitudes des jeunes en fin de scolarité obligatoire faite dans une trentaine de pays de l'OCDE. La Suisse n'y fait pas bonne figure. Est-ce vraiment grave? Dans ses conséquences, oui. Car l'illettrisme pénalise une partie non négligeable de la population, condamnée à la marginalisation et à la précarité. D'autant plus que, ces deux dernières décennies, les petits emplois à basse qualification ont disparu avec la montée du chômage, remplacés par des emplois précaires. Et de ce qu'on sait aujourd'hui, l'illettré à 15 ans ne rattrapera pas sans aide son handicap. Et puis, l'écriture n'est pas n'importe quelle connaissance. C'est par elle que la civilisation s'est déployée. Avec elle est apparue la possibilité de constituer des grands ensembles sociaux, de transmettre avec une efficacité nouvelle le savoir, la culture, de fixer la Loi, de capitaliser l'expérience humaine.

Dès l'Antiquité, l'alphabétisation suit son bonhomme de chemin avec des hauts et des bas, des balbutiements et des éclipses pour gagner inexorablement le monde entier depuis le XVI^e siècle. Selon l'anthropologue Emmanuel Todd¹, «nous devons admettre que l'accès général à la lecture, à l'écriture et à l'arithmétique de base, puis le décollage des éducations secondaires et supérieures constituent ensemble l'un des axes essentiels de l'Histoire.» «La faculté de lire et d'écrire est plus qu'une compétence, elle suppose une transformation de l'homme [...] une transformation en profondeur de l'activité mentale. [...] L'alphabétisation, c'est évident, mène à la démocratie. Nous devons comprendre comment. Et nous demander si l'entrée en stagnation éducative est responsable de l'ébranlement actuel des valeurs et des pratiques démocratiques.»

En Suisse, on peut suivre cette évolution par l'indice de croissance du taux de maturités et de diplômes secondaires, qui s'accroît rapidement depuis les années 1960 avec une promotion concomitante des jeunes filles dont la proportion de bacheliers passe du tiers à plus de 51% actuellement. Est-ce le triomphe de la «démocratisation des études»? Oui, en ce qui concerne la promotion des jeunes filles. Pour ce qui est des espoirs fous des années 1960-80 d'une école démocratique qui corrigerait les déter-

minismes de l'héritage familial, le constat est cruel. Si une partie importante des générations d'après-guerre atteint un niveau d'études supérieur à ses parents, en réalité, il s'agit d'un ajustement à l'évolution rapide de la composition sociale – diminution du secteur primaire, rapide tertiarisation – durant les Trente Glorieuses, ni plus ni moins. Il semblait alors n'y avoir de salut qu'avec la matu...

L'accès aux études supérieures d'une masse d'élèves sans antécédents familiaux n'a pas été sans conséquences. Il a fallu tenir compte de l'hétérogénéité culturelle de ces nouveaux venus, adapter l'enseignement. Ce qui n'est pas un mal. En revanche, au niveau des débouchés, les titres ne garantissent plus comme autrefois une entrée en emploi en accord avec le niveau de formation. On prétend même qu'une «surqualification» serait devenue un handicap. Tout au moins à l'entrée sur le marché du travail; car le chômage de longue durée, lui, frappe toujours sélectivement les moins qualifiés.

Dans ces conditions, comment envisager la complexité?

La permanence durant toutes ces années de dynamisme scolaire d'un taux important d'illettrisme que révèle PISA, la stagnation de l'évolution scolaire depuis les années 1990-95 contrastent singulièrement avec des tendances qu'on croyait il y a peu encore inéluctables. Elles sont pourtant conformes à l'évolution de la société de ces deux dernières décennies: avancée technologique, gain de productivité et enrichissement d'une minorité contrastent avec la paupérisation et l'augmentation des laissés pour compte. Cette «fracture sociale» est justifiée par la pensée unique de l'éco-

nomisme triomphant axée sur les seules lois du marché, avatar moderne d'une idéologie détestable: le droit du plus fort, le rejet des plus faibles revendiqué pour sa prétendue «efficacité». On est aux antipodes des valeurs humanistes fondatrices de la démocratie et de l'instruction publique.

On peut s'étonner qu'un élève illettré sur cinq ou six puisse passer inaperçu dans les classes, que tous n'aient pas acquis à l'école primaire déjà une maîtrise fluide de la lecture. Alors, ce serait la faute de l'école? Pas si simple. Les causes de l'illettrisme sont complexes, tributaires de facteurs extérieurs dans un contexte d'éclatement social qui voit une partie de la population dans l'incapacité d'encadrer ses enfants et de valoriser l'effort scolaire. Il y a, sans doute, un taux résiduel d'illettrisme dû à ces facteurs exogènes non réductible par l'école. Il n'est certainement pas de l'ampleur constatée par PISA!

Ce qui est particulièrement inquiétant, en l'occurrence, c'est l'attitude de déni des autorités scolaires à tous les niveaux et des réformateurs de toutes obédiences. L'école – du moins ses décideurs – n'est donc pas innocente; en chantier permanent depuis deux décennies, courant d'une réforme à l'autre dont l'efficacité n'est jamais vérifiée, devenue elle-même illisible pour la population, elle a été mise dans l'incapacité de reconnaître l'importance de l'illettrisme et de créer les instruments pour y remédier. Le grand pendant de cette frénésie réformatrice des années 1990, c'est la langue première; or, tout l'apprentissage scolaire, le développement des aptitudes intellectuelles reposent sur sa maîtrise.

A l'instar de l'économie, l'école a subi une dérive caractérisée par le règne de l'immédiateté, de l'apparence, au détriment de la connaissance construite. Or, l'école ne peut vivre que sur le temps long. Il lui incombe

de dispenser aux futurs citoyens une culture générale solide et diversifiée en veillant à ne pas laisser se marginaliser en chemin une partie des élèves qui lui sont confiés. Cette mission fondamentale de l'instruction publique a été perdue de vue au profit du discours utilitariste dominant. Appliquant bêtement des recettes économicistes, on a imaginé d'introduire la compétition entre élèves comme moteur d'excellence. Ernst Buschor, l'ultra-libéral chef du Département de l'instruction publique zurichois du tournant du siècle, n'a-t-il pas débaptisé les élèves en «clients» à satisfaire, introduisant le libre choix entre établissements mis en concurrence? L'Accord général sur le commerce et les services (AGCS ou GATS pour *General Agreement on Trade in Services*) qui, heureusement, peine à se conclure, préconisait ni plus ni moins la «libéralisation» de l'école, c'est-à-dire sa privatisation soumise à des critères de rentabilité dégageant des profits. Alors même que les législations introduites dans les années 1970-80 donnant mission à l'école de «tendre à corriger les inégalités dues aux origines sociales» qui subsistaient. En fait l'intérêt, et aussi les ressources, se sont polarisés ailleurs: les faibles ne sont pas vendeurs!

Une bombe à retardement

Un taux d'illettrisme de l'ordre de 16% à 20% est l'indice d'un sous-développement sectoriel à l'intérieur même des sociétés libérales avancées. Il concerne tout de même un cinquième de la population exclu de l'accès à la culture! Une immigration non-assimilée y a sa part, peut-être; elle n'est certainement pas celle que lui assigne la majorité de la classe politique – répercutée complaisamment par les médias – fascinée par les scores de l'UDC, qui joue avec l'idée d'exclure

les étrangers des classes pour les traiter à part, préconise de punir des parents en détresse au prétexte de les responsabiliser. De telles propositions relèvent du cynisme de nantis qui se rassurent en culpabilisant les victimes d'une société à plusieurs vitesses; elles ne débouchent non seulement sur aucune amélioration, mais elles occultent le vrai problème: l'illettrisme est une forme d'exclusion intolérable et la manifestation d'un mal plus profond. Or, dans la crise mondiale qui s'installe, fausses solutions et inaction concourent à armer une bombe sociale à retardement.

Que faire alors? Des mesures scolaires urgentes sont indispensables et l'école dispose d'une certaine marge d'amélioration. Nécessaires, elles ne seront cependant pas suffisantes au vu du poids déterminant de l'héritage familial; il faudra redéployer des aides ciblées aux familles, s'attaquer à la «fracture sociale», alors que tout le train d'économies des années 1990 à ce jour s'est employé à les supprimer. Mais il n'y aura aucun progrès significatif et durable tant que les autorités scolaires et les décideurs politiques n'auront pas pris la mesure du problème. Et ils n'auront aucune raison de le faire tant qu'ils n'y seront pas contraints par l'émergence de forces nouvelles proposant des solutions en rupture avec la pensée unique, qui unifieraient la société autour d'un nouveau contrat social au lieu de la diviser. Cet enjeu nous concerne nous aussi, les défenseurs de la culture, parce que celle-ci ne saurait faire l'économie d'une attention au devenir de la société dans son ensemble. I

* Enseignant retraité, comédien, secrétaire général de la Société suisse des théâtres amateurs et vice-président de l'association CultureEnjeu. Ce texte a paru dans le numéro de juin 2009 de *CultureEnjeu* (trimestriel), revue de l'association pour la sauvegarde des ressources financières des artistes de toute la Suisse.

¹ Emmanuel Todd, *Après la démocratie*, éditions Gallimard 2008, pp. 65-66.



«En chantier permanent depuis deux décennies, courant d'une réforme à l'autre dont l'efficacité n'est jamais vérifiée, devenue elle-même illisible pour la population, l'école a été mise dans l'incapacité de reconnaître l'importance de l'illettrisme et de créer les instruments pour y remédier.» KEYSTONE